



Conférences de presse de SALVA KIIR à PARIS « NOS PARTENAIRES DU CONGRES NATIONAL »

Salva Kiir, premier vice-président du Soudan et successeur de Garang, est venu à Paris à la Banque Mondiale parler des promesses d'aide faites à Oslo. Vigilance Soudan fut invitée à ses deux conférences de presse ; l'une d'entre elles étant réservée aux Sudistes venus de toute l'Europe Occidentale. Très grand, l'œil perspicace, légèrement moustachu et barbu, un chapeau à larges bords sur la tête, Salva a fait preuve d'une grande autorité, de charme, d'un certain humour noir et n'a pu s'empêcher de lancer d'imperceptibles coups de patte à Garang

Il se montre loyal envers le CN. Pour le Darfour, le MLPS (son parti) espère toujours faire accepter par « ses partenaires du Congrès National » (CN, parti de Béchir), des propositions de paix à soumettre aux insurgés, et par là parvenir à la paix. Il en fait autant pour l'Est.

L'application de l'accord de paix est pleine de chausse-trapes.

Les habitants de la région d'Abyei, devront choisir, avant le référendum, entre l'appartenance au Nord ou au Sud. CN et MLPS s'étaient engagés à suivre les décisions d'une commission pour la délimitation de ses frontières. Le CN ne les accepte pas. Le MLPS a proposé des modifications, refusées. Il a suggéré de demander aux membres de la Commission les raisons de leurs décisions ; après avoir longtemps refusé, Béchir a accepté. On attend.

Les milices progouvernementales doivent, elles, choisir un rattachement soit à l'armée soudanaise, soit à l'ALPS. Salva s'est réconcilié avec elles, [un grand succès que Garang n'avait pas obtenu]; seuls quatre commandants et leurs troupes, manœuvrés par le CN, ont rejoint l'armée

Dits de Salva :

« Parfois la langue heurte les dents et se fait mal, mais langue et dents sont dans la même bouche et la langue ne peut s'en aller... Les spectateurs d'un match de football se plaignent toujours des joueurs. Ils sont meilleurs joueurs que les joueurs. »

« Lorsque 48 heures après la disparition de Garang, je lui ai succédé, je m'étais toujours battu à ses côtés, mais je ne savais rien des affaires. »

« Le Soudan fait partie des Nations unies, être fâché avec elles, serait être fâché avec soi ».

Quand Salva comprit que le CN ne donnerait jamais au MLPS ni le ministère de l'énergie, ni celui des finances, il demanda conseil aux instances MLPS. *« Il faut l'exiger. -Alors je reprends la guerre ? -Non. Nos partenaires du CN y mettent de la mauvaise volonté, mais il n'est pas encore temps de reprendre la guerre..... Si les Sudistes sont mécontents, ils voteront non au référendum. Si je suis le seul à vouloir l'unité, nous aurons l'indépendance. »*

Sur une déclaration de Lam Akol, ministre shillouk (sudiste) des Affaires Étrangères : *« S'il l'a dit, c'est sans l'accord du MLPS »* avant de grommeler quelque chose entre les dents. Lam Akol, contrairement à l'attente, a une attitude extrêmement favorable au CN, mais il est le garant de la fidélité shillouk.

Interrogé sur l'ordre du jour du Sommet arabe : *« Je ne sais pas, on ne m'en a pas parlé. »* Ambiance.

Sur l'accident de Garang : *« La Commission n'a pas rendu ses conclusions. Je ne sais qui accuser. »*

Et enfin ses gardes de Sécurité (du Nord), en substance : Nous l'appelons Monsieur le Premier vice-Président mais nous contrôlons parfaitement la situation.

gouvernementale. L'ALPS est toujours dans l'Est contrairement à l'accord de paix, faute de financement pour rapatrier le matériel, dit Salva, qui en a informé les NU.

L'argent du pétrole du Sud doit être partagé à moitié entre le gouvernement central et celui du Sud-Soudan. Or, selon Salva, Khartoum remit cet argent, sans rien lui dire, au South Coordination Council, organisme défunt, censé gérer le Sud pour le gouvernement pendant la guerre. Après l'ire de Salva fin janvier (cf. VS 134), les médias aux ordres rapportèrent que le gouvernement du Sud-Soudan avait bien l'argent mais qu'il n'y avait pas touché, sous-entendant désordre et incapacité de sa part. En fait, ce n'est qu'en février que le gouvernement central remit ces sommes au gouvernement du Sud-Soudan.

De nombreuses commissions bipartites devaient être établies. Ni celle du droit de propriété des terres, ni celle du partage de la fonction publique n'existent encore. MLPS et CN ne sont pas d'accord sur le fonctionnement de celle du pétrole. Des problèmes d'organisation retardent celle des frontières.

Rien n'a encore été fait, par le gouvernement du Sud-Soudan, ni pour l'administration locale [il y a très peu de fonctionnaires VS], ni pour le développement, l'argent « d'Oslo » fut attribué aux secours d'urgence, ni pour l'enregistrement des déplacés et réfugiés. Salva demandera aux pays qui abritent des réfugiés de haut niveau, de prendre en charge leurs salaires au Sud-Soudan. [Les réfugiés qui ont des enfants n'accepteront pas, ils jugent les écoles trop rares et de niveau trop faible].

La délégation rencontra en France le ministre des Affaires étrangères, mais Salva ne fut reçu ni à l'Élysée, ni à Matignon. Pour qu'il ait enfin les motards auxquels son rang lui donnait droit, l'ambassadeur du Soudan à Paris dut se rendre au Quai d'Orsay. Cette piètre réception n'arrangera pas les mauvaises relations entre le MLPS et la France : notre pays soutint aveuglément Khartoum pendant la guerre du Sud, il commença à sourire au MLPS quand la paix fut en vue et ne changea son fusil d'épaule qu'avec la guerre au Darfour qui déstabilise le Tchad.

Forces onusiennes versus Forces africaines

En janvier l'Union Africaine dont le mandat au Darfour devait se terminer en mars, se déclarait prête à passer la main aux NU. Elle était lasse de son mandat qui ne lui permet ni de protéger les civils non immédiatement en danger, ni de désarmer qui que ce soit. Elle n'avait plus d'argent, la chambre des Représentants américaine ayant refusé un nouveau budget et l'Union Européenne ne voulant assurer seule le financement.

Après de nombreux conciliabules, le Président du Conseil de Sécurité, l'américain Boulton obtint fin février une déclaration unanime du Conseil de Sécurité demandant au Secrétaire Général d'initier un plan d'urgence avec l'AU pour une transition vers une opération des Nations Unies, l'idée étant que la force de l'ONU inclue les soldats de l'UA. Les États africains et arabes insistaient pour que l'on demande son avis au Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine avant toute décision et avaient converti à leur point de vue les membres du Conseil de Sécurité, Américains exceptés. Or sa réunion n'avait lieu qu'en mars.

Le Soudan avait peu réagi. Réflexion faite, il pensa qu'une force onusienne pourrait avoir l'autorisation d'arrêter les suspects qui doivent être présentés à la Cour Pénale Internationale, de désarmer les *janjawid* et de protéger les civils. Toutes choses qu'il redoute. Pronk, le représentant des NU au Soudan fut convoqué au ministère des Affaires étrangères pour s'entendre dire que son appel pour une intervention des NU au Darfour dépassait son mandat. Lam Akol, le ministre MLPS des Affaires Étrangères, poursuivit, disant que les troupes de l'Union Africaine ne manquaient que d'argent, et que personne n'avait critiqué leur travail. C'est amusant quand on sait les difficultés que le gouvernement soudanais leur fait

Point d'orgue, l'intervention de Béchir. Il n'accorde aucune importance aux faits, s'approprie tous les termes qui font mouche : le Darfour est un problème fabriqué, ses richesses (?) sont l'objet des ambitions, une force des NU serait une invasion de l'étranger, si le MLPS n'est pas heureux de la mise en œuvre de la paix, qu'il s'adresse au ministre de la Justice [nommé par lui], les Sudistes voteront pour l'unité si les États arabes et d'autres donnent assez d'argent pour développer leur pays. Il l'a répété lors d'une interview à *al Jazira*. Il espère que ces intéressantes pensées effaceront jusqu'au souvenir des faits. Il déclara publiquement : « Le Darfour sera le cimetière des troupes étrangères. ». Un appel au *jihad* contre les NU fut lancé. Les officiels soudanais omettaient de mentionner que 6000 soldats des NU (UNMIS), provenant des 60 plus grands pays africains et asiatiques, sont déjà déployés dans le centre et le Sud du Soudan suivant l'accord de paix du 9 janvier 2005 qui mit fin à la guerre du Sud et que dans le mandat des NU, figure le soutien à l'UA. Khartoum mena une intense activité diplomatique. Pronk déclara que « des gens à Khartoum craignaient que des combattants d'Al Qaïda affluent au Soudan comme ils le font en Irak si une force onusienne prenait la relève au Darfour. Selon des services de renseignements, [lesquels ?] il y a des gens à Khartoum qui n'y étaient pas auparavant ». Allusion claire à ce que Béchir ou Gosh le chef des services de sécurité, aurait amené des membres d'Al Qaïda pour être prêts à toute éventualité. Il ajouta : « Il serait peu sage de ne pas prendre au sérieux de tels avertissements et la mission des NU au Sud-Soudan pourrait être affectée si la campagne contre les NU continue ». Vérité ou jeu diplomatique, comme le pense le quotidien *Al-Ayam* ?

Après avoir rappelé les faits précédents, ce journal nous apprend la naissance de deux organisations terroristes [le terme est de nous] au Soudan, l'Exterminateur des Forces du Mal et l'Organisation du *Jihad* au Darfour qui se dit en coordination avec toutes les organisations jihadistes de l'arène musulmane. *Al Ayam* ajoute qu'après que le gouvernement ait créé les *janjawid*, il aggrave le problème en créant ces deux nouvelles forces coordonnées avec l'étranger (Kamal al Sadiq, 06 03 06). Ce papier remarquable montre que Khartoum a tenu une unique promesse, la liberté de presse existe. Une autre organisation, la Brigade Sanglante, a offert, le 7 mars, une récompense de 100 millions de Livres soudanaises, environ 40 000 dollars, pour le meurtre du Chargé d'Affaires américain, Cameron Hume. Ce dernier aurait dit à un homme d'affaires : « Allez rapporter ceci à votre

gouvernement et à votre prophète », ce qu'il avait nié. Depuis le Département d'État l'a rappelé. Le même 7 mars, le Président du Syndicat Général des Étudiants Soudanais (GUSS), une organisation progouvernementale, mit la tête de Pronk à prix pour 100 000 dollars. Le Ministre de la Justice a immédiatement issu une circulaire : « Le gouvernement est engagé à protéger les diplomates. » Et qui fut inquiet ? Le directeur de *Al Watan* qui avait publié cette histoire. Pour incitation au meurtre. Le porte-parole du syndicat nia l'histoire. Toutefois le mouvement d'étudiants du MLPS critiqua avec force et en détails la déclaration du GUSS, qu'il ne semble pas avoir apprise par la presse, se demandant d'où il tirerait l'argent.

Le 8 mars le Congrès National organisa une manifestation monstre à Khartoum contre la présence de forces onusiennes au cri de « A bas les États-unis ». Menée par le ministre de la Défense, les Forces de Défense Populaire y prirent part, en hurlant : « *Jihad*, Victoire, Martyre ». Le gouvernement veut toujours nous faire croire qu'il n'est pour rien dans la manifestation. Les pauvres du Soudan ne protestent pas contre l'aide des NU, ni les villes du Sud contre la présence de leurs forces que les civils du Darfour appellent de leurs vœux.

En même temps le Soudan, jugeant peut-être qu'il valait mieux se débarrasser aussi des troupes de l'Union Africaine, fit faire une campagne de dénigrement à son égard par la presse aux ordres, incluant des citations d'officiels. Le Soudan menaça de se retirer de l'Union africaine si elle cherchait à lui imposer des forces de l'ONU. Oeuveraient en sens contraire, les partis d'opposition Umma et Congrès National populaire (Tourabi) ainsi que diverses pressions internationales énergiques dont l'Union Européenne et les États-unis.

Au milieu de cette ébullition, le Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine rendit sa décision. Après une position plus que ferme à l'égard du gouvernement soudanais, lui ordonnant d'arrêter les raids aériens, de désarmer les *janjawid*, de mettre un terme aux attaques verbales contre les NU et les troupes de l'UA, de coopérer avec la Cour Pénale Internationale, de respecter le Conseil de Sécurité des NU, il ne décida qu'en principe la transition, en septembre, d'une opération UA vers une opération NU. Ce temps est destiné selon eux à la conclusion d'une paix qui permettra au Soudan, d'accepter la présence des NU comme l'avait annoncé Taha, le second vice-Président. Celui-ci ayant été désavoué par le CN, le Conseil de Sécurité UA conclut que l'arrivée des troupes onusiennes est soumise à l'approbation de Khartoum. Sauf mandat chapitre 7 des Nations unies, il faudra tout renégocier. Le problème du financement des forces de l'Union Africaine restait entier.

La Ligue Arabe avait dit qu'elle suivrait la décision de l'Union Africaine. Lors du Sommet arabe à Khartoum. elle s'est engagée à financer les forces de l'Union Africaine, mais après le mois d'octobre 2006. Ce ne fut certainement pas fortuit. D'ailleurs la Ligue n'a pas fixé le montant de son engagement.* « C'est un médicament après la mort » a dit Baba Gana, le chef de la mission de l'UA au Soudan.

Nouvel incident, Jan Egeland, secrétaire Général adjoint des NU pour les affaires humanitaires, s'est vu retirer son autorisation de se rendre à Khartoum et au Darfour. Devant le tollé universel, Khartoum a aimablement expliqué que la demande de repousser sa visite venait « du sentiment populaire grandissant contre les NU, dû à ses plans de déployer des forces au Darfour » (03 04, AFP) avant d'autoriser sa venue. Il n'est plus disponible.

La chambre des Représentants américaine a décidé d'interdire l'entrée de leur pays aux personnes violant les Résolutions du Conseil de Sécurité, de geler leurs biens, d'interdire l'aide américaine aux nations n'obéissant pas à l'embargo sur les armes au Soudan et de soutenir les forces de l'UA financièrement. Elle a demandé au gouvernement américain de les soutenir techniquement et de leur permettre d'imposer des sanctions (Afr . Centr. 06 04).

Simone Dumoulin

* L'Union Européenne vient de donner 50 millions d'euros aux forces de l'Union Africaine, les Américains en ont promis autant.

Sanctions

Une personnalité visée par les NU invitée à Londres

Dans notre dernier numéro, nous résumions un rapport sur le Darfour, destiné au Conseil de sécurité qui en avait nommé les experts. Selon ce document, l'embargo sur les armes imposé aux différentes parties du conflit n'était pas respecté. Des personnalités entravent le processus de paix, n'obéissent pas aux Résolutions du Conseil de Sécurité et commettent des violations des droits de l'homme. Rappelons que des sanctions personnelles financières sur leurs biens ainsi que des interdictions de voyager pouvaient être imposées aux contrevenants.

Une liste secrète de suspects était jointe au rapport. Dix-sept noms ont filtré auprès du *Financial Times* et de RFI. Parmi eux, El Zubair Bashir Taha, le ministre de l'Intérieur, pour « s'être abstenu de prendre des mesures appropriées pour désarmer les milices non gouvernementales, [lire les *janjawid*] », tandis que le Général Abdel Rahim Mohamed Hussein, ministre de la Défense, est accusé d'avoir « manqué d'identifier, neutraliser et désarmer les groupes de milices ». Un commandant de l'armée de Libération du Soudan est sur la liste pour avoir attaqué une escorte militaire gouvernementale. La liste mentionne aussi quatre officiers supérieurs de l'armée soudanaise, trois officiers de la police ou des forces de sécurité, deux dirigeants de milices, et deux autres commandants de l'ALS.

Elle comporte surtout, en numéro deux, **Salah Abdallah Gosh**, directeur du service national de Sécurité et de Renseignements, pour n'avoir « pas su identifier et désarmer des milices non étatiques » et avoir une « responsabilité de commandement, pour des actes de détention arbitraire, de harcèlement, de torture, de déni du droit à un juste procès ». Or ce même Gosh s'est rendu en Angleterre, qu'il a quittée le 9 mars (BBC 11 03). Le Foreign and Commonwealth Office (FCO) a été fort embarrassé que cette visite soit découverte. Il y avait, dit-il une urgence médicale, Gosh ayant de « graves ennuis cardiaques ». Plus curieusement le FCO a prétendu que Gosh n'était accusé d'aucun crime, alors que ce sont des experts nommés par le Conseil de Sécurité lors d'une résolution approuvée par la Grande-Bretagne qui l'en ont accusé. Mais le FCO dit aussi, selon la Lettre de l'Océan Indien (20 03), qu'il est important « de garder des relations avec les hauts responsables soudanais pour les inciter à faire la paix au Darfour ». Gosh eut des conversations avec le FCO. On y aurait parlé de paix au Darfour et de Al Qaïda avec Gosh qui aurait aussi rencontré à Londres, des Américains (The Observer 12 03). Pour les membres de l'International Development Committee, lui avoir accordé un visa est une trahison du peuple du Darfour ». Sanctionner Gosh sera-t-il embarrassant pour le Royaume-Uni, comme ce doit l'être pour les Etats-Unis ? La CIA l'avait invité à venir à Langley en lui envoyant un avion : il avait prétendu se ranger sous sa bannière dans la lutte contre le terrorisme.

Le Conseil de sécurité est le seul à pouvoir prononcer les sanctions. Il y a donc une double compétence, du Conseil de Sécurité qui n'administrerait que des sanctions financières et des interdictions de voyage et de la Cour Pénale Internationale qui peut prononcer la prison à vie. Les États-unis, la Grande-Bretagne, le Danemark et la France étaient favorables à ces sanctions qui pourraient être immédiates, tandis que Chine, Russie et Qatar y étaient opposés pour les raisons habituelles (Reuter, 27 02). Human Rights Watch souligna que le Conseil de Sécurité était plus préoccupé de la mise en œuvre d'une force de maintien de la paix onusienne que de sanctions. Depuis que l'arrivée des troupes onusiennes est au point mort, de nouvelles sanctions sont à l'étude. Les Etats-Unis, souhaitant exercer une pression croissante, voudraient qu'elles ne s'appliquent qu'à des cadres moyens de *janjawid* et de rebelles, qui ont peu de chance de voyager et ont peu de biens à l'étranger.

Ils n'avancent pas. Les délégués du gouvernement soudanais assistent à toutes les réunions, mais ne lâchent rien. Quant aux rebelles, le Mouvement de Libération du Soudan (MLS), s'est divisé selon des lignes tribales. Le Zaghawa Minni Minawi, qui s'était attribué le titre de Secrétaire Général du Mouvement (les autres responsables avaient été élus), a réuni des Zaghawa qui l'élirent président à la place du Four Abd el Wahab el Nour qui n'a pas de préjugés tribaux. Dans un premier temps, Minni trompa les NU sur la légitimité de son élection. Finalement, sur ordre de l'Union Africaine, les deux hommes représentèrent le MLS aux pourparlers ; ils étaient censés avoir une position commune. Ce ne serait pas arrivé sans la première erreur d'appréciation des NU. Khalil Ibrahim, un Zaghawa lui aussi, le chef du petit Mouvement rebelle pour la Justice et l'Égalité, a fait une alliance Zaghawa avec Minni Mirkawi. Les hommes de Minni Mirkawi commettent maintes exactions à l'égard des humanitaires et de l'Union Africaine. Minni a été absent des négociations trois mois, il était occupé à consolider sa position, Khalil n'y avait jamais assisté. Ces deux hommes sont arrivés en avion de Libye où ils avaient rencontré Ali Osman, le second vice-président, sous la houlette de Gaddafi. Cela n'a pas adouci Khalil qui vient de changer de position en demandant le droit à l'autodétermination pour le Darfour jusqu'à Kosti et Dongola, villes des bords du Nil (Sfp 30 03).

Seules de légères avancées avaient été faites sur le renforcement de la sécurité des personnes déplacées, et la sécurité des routes humanitaires quand Jack Straw, ministre britannique des Affaires étrangères, vint montrer son mécontentement aux deux côtés. Le Conseil de Sécurité leur avait donné jusqu'au 31 décembre 2005 pour signer un accord. Les souffrances de leur peuple leur sont indifférentes. Peu leur chaut la paix. L'Union Européenne se consulta avec les États-unis, les Nations Unies et le second vice Président du Soudan, Ali Osman Taha qui avait négocié les accords du Sud. Pour le Tchad, l'Union Africaine en viendrait à imposer une solution. La communauté internationale en a assez et menace de sanctions. Abd el Wahab el Nour soutient ce point de vue.

Sans que rien n'explique cet optimisme, mais peut-être mus par la crainte que les NU ne viennent remplacer les forces de l'Union Africaine au Darfour, selon Lam Akol, ministre MLPS des Affaires Étrangères et Magzoub al Khalifa, chef médiateur soudanais, la paix sera signée « avant fin avril » ou « bientôt ». Magzoub est un islamiste tenant de la ligne dure. En tant que gouverneur de l'État de Khartoum, il avait interdit aux femmes de travailler dans les restaurants, les stations d'essence et autres lieux publics. Il fâcha les chrétiens en essayant de faire de leur cimetière de Al Sahafa, toujours en activité, un marché aux légumes. Il vient de fâcher les rebelles du Darfour. A leur demande d'avoir une vice-Présidence, il a répondu abruptement d'oublier, et d'attendre les élections. Comme le demande Alfred Taban, l'éditeur en chef du *Khartoum Monitor*, Béchir a-t-il attendu les élections pour devenir Président de la République ? Les Darfouris sont 6 millions, entre un cinquième et un sixième de la population soudanaise, et ils sont assez pacifiques pour accepter le compromis de n'avoir qu'un vice-président et non un Président. Certains adjoints de Magzoub ont démissionné, ne le trouvant pas assez conciliant.

Salva Kiir a depuis longtemps un projet pour le Darfour qu'il essaie de faire accepter par Béchir. Sous sa présidence, une réunion de cabinet a formé un comité politique composé de toutes les parties du gouvernement, Congrès national, MLPS et opposition, pour revoir toutes les solutions possibles (ST 19 03). On annonce depuis l'arrivée du second vice-Président Taha à Abuja le 8 avril (Reuter 04 04). Est-ce pour lâcher du lest sans faire appel au MLPS ?

(suite page 8)

Sommet arabe

Au dernier moment au moins 10 chefs d'État ne vinrent point. Ils envoyèrent certes des délégués. L'absence du Président égyptien aurait été due à des problèmes de sécurité, il n'est pas venu au Soudan depuis 1995 après une tentative d'assassinat contre lui, manigancée par les services soudanais ; celle des rois d'Arabie Saoudite, du Maroc de Jordanie, du Président tunisien, à leur désir de ne pas montrer leur solidarité envers le Soudan dans sa manière de traiter le problème du Darfour.

Pour le Darfour, le sommet arabe travaille en coordination avec l'Union Africaine (UA) ; il s'est engagé à financer ses forces à partir d'octobre sans fixer le montant de son engagement. Selon Lam Akol, l'ineffable ministre MLPS des Affaires Étrangères: « Si l'UA n'arrive pas à mener à bien une petite mission au Darfour, où pourra-t-elle réussir ? » Cet Africain a mis en garde les ministres des Affaires étrangères arabes contre « les défis auxquels est confrontée la nation arabe et sa civilisation ».

L'Odyssée du « Palace »

Jeune Afrique (avec le New York Times), n°2355

Khartoum avait acheté un luxueux yacht pour le sommet de l'Union Africaine. Mais le navire est arrivé en retard... Récit d'une galère.

Difficile de le rater. Long de trente-six mètres, large de dix, doté d'une suite présidentielle ultramoderne, des cuisines pouvant nourrir jusqu'à soixante-seize convives, et d'un système de communication par satellite très sophistiqué, le yacht acheté par le Soudan pour le VIème sommet de l'Union Africaine (UA), qui s'est déroulé les 23 et 24 janvier, à Khartoum, mouille enfin dans le port de la capitale. Initialement annoncé pour le début du grand raout panafricain, sa mise à l'eau n'a eu lieu que près de deux semaines après la clôture de l'évènement pendant lequel il est resté coincé entre deux immeubles, à une centaine de mètres des eaux du Nil.

Pourtant, le luxueux navire aurait dû être l'atout de charme du président Omar el Béchir, qui brigua la présidence de l'UA. La carte qu'il avait prévu d'abattre pour emporter la conviction de ses pairs. Une inauguration en fanfare du bateau était même prévue. Mais hélas ! telle l'Arlésienne, le yacht présidentiel, rebaptisé le « Palace » ou « Al-Qasr », n'a pas été au rendez-vous.

Du côté des autorités, ce n'est pas faute d'avoir tout fait pour être prêt en temps et en heure. Mais le convoi exceptionnel chargé d'acheminer le mastodonte acheté l'an dernier en Slovaquie pour 4,5 millions de dollars et arrivé par la mer à Port Soudan a eu les plus grandes difficultés à rejoindre Khartoum par la route. Sur les 1200 km du parcours, des immeubles entiers ont dû être rabotés, des arbres coupés et des fils électriques sectionnés pour permettre au navire de passer, plongeant au passage nombre de villages proches de la capitale dans l'obscurité.

Censé montrer une autre image que celle traditionnellement véhiculée à propos du Soudan - celle d'un pays rongé par les guerres civiles - attirer les investisseurs et rompre avec la réputation d'État paria qui poursuit le plus vaste pays d'Afrique, le « Palace » a malheureusement perdu de sa superbe. De nombreuses rayures entaillent ses flancs à cause des chocs qu'il a endurés pendant son périple vers la capitale. Au cours de sa lente avancée, le bateau a heurté plusieurs bâtiments et traversé quatre ponts, non sans mal, du fait de ses 172 tonnes. Selon Ibrahim Khalfalla, en charge du transport du navire et responsable de la compagnie de fret Ryckman, « le voyage a été difficile... très difficile ». Mais il est confiant, une simple couche de peinture devrait suffire à redonner soin lustré à l'embarcation.

Il lui restera alors à faire oublier l'autre tempête qu'a soulevée son arrivée à Khartoum : son exorbitant prix d'achat. Les journaux, toutes tendances confondues, n'ont pas particulièrement goûté ce qu'ils ont qualifié non sans perfidie, de « jouet à 1 million de dollars ». Et n'ont pas manqué de signaler que le yacht présidentiel n'était rien d'autre que le signe du fossé béant qui s'est creusé entre le peuple et son gouvernement. Certains ont même pris soin de ranger le bateau au sein du patrimoine personnel d'Omar el Béchir : « Le bateau du président », l'ont-ils ainsi rebaptisé.

Le « Juba Post », un quotidien indépendant, a enjoint au gouvernement de faire don du « Palace » à la Croix Rouge. A charge ensuite pour celle-ci de le transformer en hôpital itinérant, explique le quotidien, qui ne manque pas de souligner que « des enfants se prostituent pour pouvoir manger au nord de Khartoum, au moment où le président se livre à un naufrage financier ». Le « Khartoum Monitor », quant à lui, a déploré l'importation d'un luxueux vaisseau pour « ripailler » alors que de simples péniches avaient été utilisées pour ramener dans le Sud les populations déplacées par la longue guerre civile.

Pour l'heure, des incertitudes planent sur l'usage qui sera fait du « Palace », A-t-il seulement un avenir ? Une insistante rumeur rapporte en effet qu'un second yacht présidentiel, encore plus gros et plus luxueux, serait actuellement fabriqué par les chinois.

A court terme, le navire devrait, en tout cas, abriter les agapes du prochain sommet des chefs d'État de la Ligue Arabe prévu au mois de mars à Khartoum, comme le laisse entendre Ibrahim Khalfalla : « Le pays est en train de se développer, et nous souhaitons que tous les décideurs qui viennent au Soudan soient aux petits soins. Ce bateau est destiné à nos invités de marque ».

FRONT EST

Le gouvernement lève des milices et interdit l'aide

Début mars, le Congrès Béja a remis un mémorandum au rapporteur des Droits de l'Homme Sima Samar, lui demandant une enquête sur les meurtres de janvier 2005 à Port-Soudan, exprimant ses craintes sur les déchets toxiques grecs jetés dans l'Est et sur la transformation de l'hôpital d'Aroma en camp militaire ce qui a réduit les services médicaux.

Le gouvernement soudanais a donné l'ordre à deux ONG américaines, l'International Rescue Committee et Samaritan Purse de se retirer de l'Est, l'une des régions les plus pauvres du monde. Ces ONG étaient les seules présentes sur le terrain à fournir de la nourriture, des soins de santé de base, des vaccinations, de l'eau potable, des services d'éducation et une formation aux sages-femmes, destinée à diminuer les taux très élevés de morts à la naissance. Pour le Congrès Béja : « ils les ont expulsés car ils veulent rendre la vie de notre peuple encore plus misérable. » Les NU ont tenu le gouvernement responsable pour la détérioration de la situation humanitaire, et l'ont accusé de restreindre les mouvements de leurs travailleurs, ce qui a conduit nombre d'entre eux à quitter l'Est.

Le Front Est déclare que le gouvernement lève des milices. Pour les NU, lors de l'incident d'Hamashkoreib (lire le dernier VS), des milices étaient présentes. Le Front Est accuse aussi le gouvernement d'attaques, y compris avec des grenades, contre des civils à Kassala, qui ont tué 12 personnes et en ont blessé au moins 20 autres.

Les pourparlers de paix ont été remis *sine die* à cause d'un désaccord concernant le rôle qu'y jouerait l'Érythrée. D'autre part, cinq membres du Congrès Béja appartenant à l'équipe de négociations ont été arrêtés alors qu'ils allaient se consulter avec des commandants rebelles.

L'ALPS n'a pas encore quitté la région.

Nous autorisons la reproduction des articles de ce bulletin à condition d'en citer la source et de ne pas en modifier le contenu.

BULLETIN EDITE PAR LE COMITE DE VIGILANCE POUR LES DROITS DE L'HOMME ET LES LIBERTES AU SOUDAN

31, RUE FRIANT - 75014 PARIS - TEL : 01 45 40 75 76 - FAX : 01 45 43 52 78. - E-mail : vigilsd@wanadoo.fr

Dépôt légal : Avril 2006 - ISSN 1286-6121 - Directrice de la Publication : Simone DUMOULIN

Rapport de la Commission des NU

« **Les cours de justice ne devraient pas être des lieux où ceux qui ont le pouvoir, imposent arbitrairement leurs volontés à ceux qui en ont moins** ». Le Rapporteur de la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies doit se lasser de se répéter toujours.

Il s'est efforcé de faire des **compliments bien minimes**. Le gouvernement soudanais, par l'accord de paix et la constitution intérimaire, a mis les droits de l'homme au centre de son système. La Commission de la Réforme de la loi dans ce but, était une bonne idée, **MAIS** elle devrait travailler avec des experts nationaux et internationaux. La Commission Nationale des Droits de l'Homme était aussi une bonne idée, **MAIS** elle n'a pas été instituée. La Commission des droits de l'Homme des NU s'est félicitée de se voir autoriser l'accès à toutes les prisons, **MAIS**, ce fut rarissime dans celles de la Sécurité et des Enseignements militaires.

Vigilance Soudan a assez abreuvé ses lecteurs de violations des droits de l'homme pour ne pas s'étendre beaucoup plus sur le sujet. Aux **tortures** que nous connaissions, s'ajoutent, pendre un détenu à un arbre pendant 48 heures, les mains et les pieds attachés ensemble, ou garder un homme pendu la tête en bas à une barre de métal, tout en étant battu avec un câble électrique, etc. Qui a quelque autorité, fait n'importe quoi. A 50 mètres du camp de Zanzam, au Darfour, l'armée et la police demandent aux gens d'où ils viennent. Si c'est d'une zone rebelle, ils les tabassent. Ils fouillent aussi ce qu'il transportent et prennent ce qui leur plaît

Les prisons sont surpeuplées, elles n'ont pratiquement ni hygiène ni infrastructures. Dans beaucoup de prisons les condamnés à mort sont entravés et encore moins bien nourris que les autres.

Le 18 septembre 2005, 479 personnes **condamnées à mort** attendaient leur exécution. La Commission des Droits de l'Homme a placé des limitations à cette peine. Elle objecte à son application pour un « troisième » acte homosexuel, l'adultère et l'apostasie. Les conventions signées par le Soudan lui défendent de condamner à mort une personne âgée de moins de 18 ans lors des faits. Cela arrive.

L'infrastructure judiciaire manque presque totalement au Sud-Soudan et à Abyei [Cela ne nous surprend pas il n'y a pratiquement pas de fonctionnaires]. À Rumbek les juges n'étaient pas payés et sont partis. On utilise donc des cours traditionnelles dirigées par des chefs tribaux non formés qui étaient censés s'occuper d'incidents mineurs, mais s'occupent aussi d'enlèvements et de viols. Le même problème et les mêmes inconvénients se retrouvent avec les Cours rurales au Darfour.

L'impunité paraît le plus grand problème au Soudan. Impunité des crimes commis pendant la guerre du Sud : le traité de paix prévoit seulement des réconciliations. Rien n'a été fait. Impunité au Darfour avec le refus du gouvernement de la CPI et la mise en place d'une série de mécanismes destinés à s'y substituer, sans le moindre effet. Le manque de volonté politique du gouvernement est certain, [et son désir d'avoir l'air de faire quelque chose.] Le 18 septembre 2005, le ministre de la justice publia un décret, établissant la poursuite des crimes contre l'humanité. Sa juridiction devait couvrir tout le Soudan, mais depuis rien n'a été fait. Les Cours spécialisées au Darfour qui devaient s'occuper des crimes liés à la guerre, ont puni quelques personnes, toujours des sous-fifres mais le plus souvent les suspects n'avaient pas d'avocat et les confessions faites sous la torture étaient admises comme preuve [cela laisse penser qu'on peut punir un opposant pour montrer son efficacité à la communauté internationale]. Aucun janjawid n'a jamais été poursuivi. Tout est bon pour ne pas poursuivre les violeurs. Parfois il faut que la victime porte plainte dans les 24 heures, parfois elle doit pouvoir reconnaître les coupables et savoir où ils se trouvent. Dans certains cas, le policier demande à l'auteur présumé si l'accusation est vraie et se contente de sa dénégation. Quand rien de tout cela ne marche, on dit souvent à la femme qu'elle ment et on n'enregistre pas sa plainte. Le deuxième type d'**impunité est décidé par la loi**. C'est le cas pour les forces armées, les forces de sécurité et la police. **Pour que l'impunité s'arrête**, il faut supprimer les lois la créant mais aussi avoir un système judiciaire indépendant. « Les Cours ne devraient pas être des

lieux où ceux qui ont le pouvoir imposent arbitrairement leurs volontés à ceux qui en ont moins ».

La Commission reproche aussi au Soudan de ne pas appliquer la Convention Internationale sur les **droits économiques sociaux et culturels** qu'il a signée. Un exemple, quand son armée participe à des attaques de villages au Darfour, et les pille, [à part les meurtres, viols etc.] c'est une violation des droits économiques, sociaux et culturels, ce qui est contraire à la Convention [On reste sans voix].

* * *

- L'Organisation Soudanaise contre la Torture rapporte que quatre jeunes filles de 16 et 17 ans furent attaquées par deux miliciens armés, en uniforme de l'armée soudanaise alors qu'elles allaient chercher du bois à l'extérieur du camp de déplacés de Seraif. Un des hommes essaya de **viol**er une des jeunes filles. Elle résista, il la battit. Elle prit donc le couteau avec lequel elle coupait le bois et lui donna un coup à l'estomac. Après leur retour au camp, les jeunes filles auraient rapporté l'affaire à la police qui refusa d'enregistrer la plainte. L'après-midi on apprit la mort de l'homme poignardé et les jeunes filles furent immédiatement arrêtées. [Ce qui tend à prouver que les jeunes filles avaient bien essayé de porter plainte, sans quoi comment les auraient-on retrouvées si vite ?] Elles sont détenues à la prison centrale de Nyala, où Dieu sait ce qu'on leur fait. Elles sont **inculpées de meurtre**. Si elles sont condamnées, elles pourraient être **pendues** (OMCT SDN 210306.doc).

Que doit faire une jeune fille que l'on tente de violer, non pour échapper à l'horreur, simplement pour être en règle avec la justice soudanaise ? Si elle se laisse faire et qu'elle attende un enfant, elle est flagellée, car contrairement à toute évidence biologique, les juges sont persuadés qu'il ne peut y avoir enfant quand il y a viol. Si elle se défend elle est pendue.

-L'État de Khartoum a annoncé que les personnes déplacées aux alentours de Khartoum seraient transférées (une fois de plus) à 45 kilomètres plus au Sud (SRS 17 02).

Santé Selon le PAM, 6,7 millions de Soudanais, des déplacés du Darfour et des Sudistes de retour chez eux, manqueront de nourriture en 2006, malgré une bonne moisson (ST 17 02). Une épidémie de choléra est apparue à Yei, Equatoria de l'Ouest avant de s'étendre à Juba, et de là à Mongalla, Lafon, Bor, Pibor, et même Malakal Etc. Les premiers chiffres parlaient de 34 morts avant d'atteindre 238 selon l'OMS avec plus de 6350 personnes atteintes. La FIA de Croix-Rouge et de Croissant rouge a lancé un appel public pour un million de Francs suisses (740 000 Euros) pour aider à contenir l'épidémie particulièrement dans un camp de personnes déplacées proche de Juba (AFP 15/17, ST 22 03, Reuter 03 03). Une épidémie de méningite s'est déclarée au camp de déplacés de Zalingei au Darfour, ainsi que dans les États du Nil Bleu, de Gedaref, de Kassala et du Sud Kordofan (Nouba). Une grosse campagne de vaccinations a lieu. (IRIN 20 03). Avec de nombreuses aides, le Soudan a lancé une campagne de vaccination contre la poliomyélite pour les enfants de moins de 5 ans. La vaccination de l'an dernier a empêché l'apparition de nouveaux cas cette année, mais on craint une recrudescence avec tous les déplacements de population (Sudan tribune 20 03). Des millions de gens courent le risque de perdre leur vie au Soudan, du choléra et de méningite, dit l'OMS qui demande 24 millions \$ de plus (ST 31 03). La malaria reste la maladie la plus meurtrière.

Vigilance Soudan fait partie de deux collectifs :

- ECOS www.ecosonline.org

- Urgence Darfour www.urgencedarfou.org

Sécurité

Rappelons que les SSDF, naguère milices progouvernementales, se sont rattachées à l'Armée de Libération du Peuple Soudanais (ALPS), sous la direction de Paolino Matiep et selon l'accord de paix. Toutefois quatre de ses commandants se sont rattachés à l'armée soudanaise.

Paolino Matiep a accusé les renseignements soudanais d'avoir, sans l'aval de Béchir, fait poser des mines contre un de ses convois à Abyei alors qu'il se rendait du Nord au Sud rejoindre l'ALPS. Pronk s'en est ému, les SSDF rattachés à l'ALPS étant nombreux à devoir aller au Sud (ST 15 03).

Selon *International Crisis Group*, des éléments sous le contrôle du Général Simon Gatwich, un SSDF rallié à l'ALPS, cherchèrent à désarmer de force à Yuat, la population locale bien armée, sans lui expliquer les nouveaux accords. Les combats firent de 70 à 200 victimes. Le gouvernement du Sud-Soudan réagit rapidement avec l'aide des NU, d'abord pour expliquer les nouveaux accords à la population, ensuite organiser des réconciliations auxquelles prit part Riek Machar, le vice-président du Sud-Soudan.

L'arrivée des SSDF au sein de l'ALPS devrait amener une plus grande diversité tribale tant à elle qu'au MLPS, la branche politique. Un des problèmes est que les SSDF ont beaucoup plus d'officiers supérieurs, disposition prise par Khartoum pour gêner leur intégration à l'ALPS.

L'Armée de Résistance du Seigneur, (ARS), groupe rebelle ougandais, déstabilise de plus en plus la région aux alentours de Juba ; elle se met en embuscade, et pose des mines antipersonnelles. Elle ne serait basée que dans des zones tenues près de Juba par l'armée soudanaise, qui l'aiderait et ne doit quitter la ville qu'à la mi-2007 (HRW 08 03 06). La région risque la famine car l'ARS empêche les agriculteurs de travailler. Des associations soudanaises ont fait appel aux Nations Unies contre la LRA. Jetteraient aussi le trouble des pasteurs tchadiens Amboro. (SRS 06 03).

Compte tenu de la situation, les autres incidents n'ont pas été trop nombreux. Un enfant a été tué et quatre blessés par l'explosion d'une mine dans la ville de Malakal. Le gouverneur adjoint de Malakal a dit aux démineurs des NU, soit de déminer Malakal, soit de s'en aller. Ils avaient reçu l'ordre de commencer par déminer les routes humanitaires. Deux inconnus ont attaqué l'enceinte d'un centre de rapatriement de l'UNHCR à Yei, tuant un homme et en blessant deux autres. En Équateur, dix villageois ont été tués dans des combats tribaux entre Dinka Bor et Moru. Les Dinka doivent retourner dans leur région d'origine, en Equatoria ils se conduisent en pays conquis.

Mise en place de l'ALPS, une priorité

International Crisis Group

Traduit et résumé par VS

La principale stratégie du MLPS pour s'assurer contre l'abrogation unilatérale du traité de paix par le Congrès

National, est de maintenir une forte ALPS, qui soit une menace crédible. Pendant les 21 années de guerre, l'ALPS fonctionna comme une armée non payée de volontaires et de conscrits, les troupes étant soutenues par la population locale. La transformer en armée professionnelle est une priorité pour le gouvernement du Sud-Soudan.

Bien que 80 millions \$ aient été approuvés par le Parlement du Sud-Soudan, l'ALPS est toujours désorganisée.

Le premier problème est de compter un à un les soldats en évaluant leurs capacités. C'est difficile parce que l'ALPS, en tant qu'armée de volontaires, comprenait de nombreux combattants à temps partiel, retournés depuis à la vie civile. L'idée de les réunir ne facilita pas les choses. Le manque de nourriture aux lieux de réunion et le retard dans le paiement des salaires poussa maints soldats, qui ne comprenaient pas la situation, à quitter l'assemblée ; cela complique leur comptage.

Il fut décidé de donner l'argent aux officiers, qui sont chargés de le répartir. La répartition est faite plus ou moins, de plus on ignore combien de soldats chaque officier a sous ses ordres. Ceci a causé la démoralisation de l'ALPS qui est peu disciplinée et a recours au banditisme. Les choses sont d'autant plus urgentes que des menaces à la sécurité comme celles posées par l'Armée de Résistance du Seigneur augmentent.

Les aides substantielles promises par les Américains sont gênées par leur embargo du Soudan. L'IMAT, (Équipe d'Assistance Militaire Internationale), une opération jointe des gouvernements anglais, américain, norvégien et suédois devait aider ; elle avait des bureaux près de Khartoum qui furent fermés sans cérémonie par les forces de sécurité.

Mise en œuvre de la paix

L'industrie pétrolière se développe dans tout le Haut Nil. Dans le Haut Nil Ouest ce développement va de pair avec des déplacements de population par la coercition et des promesses non tenues. Ainsi les villageois de Thar Jath furent déplacés en février dans un nouveau village appelé Rier où on leur avait promis un centre de santé, une école et de l'eau propre en plus d'une compensation financière. Les villageois auraient refusé en découvrant que leur nouveau village était un marécage et que les promesses n'étaient pas tenues. Le gouverneur, nommé par le Congrès National selon l'accord de paix, les obligea à s'y installer. Des déplacements semblables ont lieu dans la concession chinoise d'Ader Yel (*International Crisis Group*).

L'UNICEF soutient un projet du gouvernement du Sud-Soudan destiné à fournir plus de 3,8 millions de livres de classe et de livres du maître, du matériel de classe pour 1,6 million d'enfants, à construire plus de 1500 nouvelles salles de classe, à accélérer la formation de maîtres, à promouvoir des campagnes de sensibilisation des parents et enfants sur la nécessité de l'école, y compris pour les filles, à soutenir le ministère de l'éducation du Sud.

Juba, la ville la plus développée du Sud, n'a encore ni eau courante, ni électricité. Il n'y a pratiquement pas de fonctionnaires.

Salva Kiir, est conscient que, selon les mots d'*International Crisis group*, le partenariat dans la paix est instable entre un Congrès National fort et plein de mauvaise volonté et un MLPS très engagé mais faible. Il veut renforcer le MLPS. Le bureau politique comporte 30 membres, une conférence nationale est prévue en mai pour former des corps élus. Pour préparer les élections nationales de 2008, il veut proposer un programme politique pour tout le pays et étendre ses bases au Sud, au Nord et dans les régions marginalisées.

Conférence d'investissement et de développement du Sud-Soudan

Elle fut destinée à discuter des stratégies de développement durable et organisée par plusieurs associations dont le collectif ECOS dont Vigilance Soudan fait partie. Salva Kiir, Riek Machar et plusieurs ministres y assistaient ainsi que de nombreux investisseurs potentiels dont on peut craindre que certains soient des chasseurs de prime attirés par l'agréable odeur du pétrole. Il semble qu'on leur ait fait miroiter de nombreuses possibilités, grandes routes, construction, industrie agro-alimentaire, hôpitaux, écoles. Les infrastructures manquent totalement et le gouvernement du Sud-Soudan a réitéré son engagement à s'y atteler. Pour encourager les appétits, on dit qu'entre 3 et 12 milliards de barils de pétrole gisent inexploités dans la région- [essentiellement la concession Total attaquée par le britannique White Nile et l'américain Jarch Capital]. Les investisseurs peuvent redouter l'issue du référendum. S'il est favorable à l'indépendance du Sud, une reprise de la guerre n'est pas écartée

Salva Kiir au consortium pour le Soudan à Paris

Il s'est tenu à la Banque Mondiale. Salva est arrivé dans son avion personnel ; depuis la mort de Garang dans un accident d'hélicoptère, le premier vice-président en a un à sa seule disposition. Il était accompagné du ministre du gouvernement central des Affaires humanitaires, un homme du Congrès National (CN), de Tilar Deng, son ministre des affaires présidentielles, de trois dames ministres dont Rébecca Garang, qu'on n'a pas vue aux conférences de presse.

Parmi les invités, Robert B. Zoellick, le secrétaire d'État adjoint des États-unis qui donnait sur l'organisation des ordres qu'on ne lui demandait pas. Il a rappelé l'urgence d'une solution au Darfour. Et a mis en garde contre la mauvaise utilisation de l'argent du pétrole. Pour Pronk, le représentant des Nations unies au Soudan, la communauté internationale doit séparer les problèmes du Darfour de ceux de la mise en œuvre de la paix au Sud. Pour le Darfour, il a conseillé de se lancer dans le développement sans attendre la paix (sur laquelle il ne semble pas trop compter). Il a ajouté que la transparence des comptes pétroliers n'était pas seulement une demande du gouvernement du Sud-Soudan, mais aussi

des Nations unies, leur aide en dépendant. Sur cette transparence sont revenus le ministre du Développement international de Norvège ainsi que les représentants des gouvernements et des organisations internationales. [Outre l'argent du pétrole donné à d'autres comme l'a dit Salva Kiir la fausse délimitation de frontières qui permet de donner moins d'argent du pétrole au Sud, l'ignorance du Sud de la quantité de pétrole exploité, les calculs gouvernementaux mettent en 2005 le baril de pétrole à \$23,60 le baril, alors qu'il a atteint \$60 sur le marché mondial.]

Le ministre norvégien s'est agacé des lenteurs de la mise en œuvre de la paix, comme son homologue britannique. Ce dernier a aussi regretté le manque de collaboration de Khartoum quant à la réforme des services de sécurité [dans un sens plus respectueux des droits de l'homme].

Les pays donateurs ont été satisfaits de l'utilisation de l'argent, ils ont répété leurs engagements et certains ont promis plus.

Le Koweït devient le premier pays arabe à investir au Sud-Soudan, avec la réhabilitation du Port de Juba, la construction dans cette ville d'un hôtel 5 étoiles, et la création d'une industrie de pêche. Les autres pays arabes promirent sans début de matérialisation.

Enquête sur la mort de Garang Le pilote n'aurait pas étudié la route ?

L'East African a publié un projet de rapport de la Commission d'enquête. Ni armes, ni explosifs n'ont été utilisés. Peu d'éléments sont favorables à un problème technique. Toutefois, à de brefs moments le co-pilote se plaignit du manque de stabilité, il s'inquiéta de la proximité du sol ; les communications à l'intérieur de l'hélicoptère furent difficiles ; l'équipage eut des difficultés à comprendre son équipement.

Le système d'alerte de proximité du sol (EGPWS) ne put avertir le pilote, parce que la zone située immédiatement avant le premier impact était pratiquement verticale ce qui provoquait un changement brutal d'altitude. L'hélicoptère volait à 5300 pieds, tandis que la montagne s'élevait à 6000 pieds. La faute a été attribuée au pilote qui n'aurait pas étudié la route avant de partir. [Mais selon les premières remarques l'hélicoptère avait dû changer de route à cause du mauvais temps ?]

Encore plus curieux, auparavant, la *National Insurance Corporation* d'Ouganda, possédée à 40% par le gouvernement ougandais, a indemnisé ce dernier pour la perte de son hélicoptère à hauteur de 3,4 millions de dollars. Or selon la réglementation de l'Organisation Internationale de l'Aviation Civile, aucune indemnisation ne peut avoir lieu avant la fin de l'enquête, donc sans référence au travail de la Commission. Rébecca Garang et les familles des 12 tués n'ont-elles pas droit à des indemnités ? Il y aura des problèmes si les conclusions de la commission contredisent celles de l'assureur. Le rapport officiel sera publié le 14 avril.

S O M M A I R E

Salva Kiir à Paris	p. 1
« Nos partenaires du Congrès National » <i>Bételgeuse</i>	
Dits de Salva	p. 1
Sommet arabe	p. 4
<i>L'Odyssée du Palace JA</i> , Luc Olinga	p. 4
Mort de Jonh Garang	p. 7
Darfour	
Béehir menace les NU de jihad. <i>Simone Dumoulin</i>	p. 2
Salva Kiir au Consortium pour le Soudan à Paris	p. 7
Sud-Soudan	
Sécurité : <i>L'ALPS International Crisis Group</i>	p. 6
Est : Khartoum interdit l'aide et lève des milices	p. 4
Droits de l'Homme	
<i>Rapport de la Commission des NU</i>	p. 5
Pétrole et Économie, Armes	p. 8

PETROLE ET ECONOMIE, ARMES

La sécheresse a poussé l'Ouganda à couper le flot du Nil de près d'un tiers, au niveau du barrage sis à la sortie du lac Victoria (AP 08 03).

Béehir envisage de créer un programme nucléaire pour l'électricité car les ressources en énergie ne couvriront pas les besoins d'électricité dans les 25 prochaines années (AP 27 03).

Le gouvernement soudanais a mis en vente El Nilein Development Bank. Sur les rangs, des banques ainsi que des Soudanais, (LOI 01 04) dont Salah Idriss, actionnaire majoritaire de la Gulf Petroleum, propriétaire du groupe des sociétés Bittar et de bien d'autres, dont une usine pharmaceutique bombardée par les Américains en 1998. Le Soudan a confié deux blocks (lesquels ?) d'exploration de gaz et de pétrole à l'indien Reliance (Reuter 21 02). La production soudanaise de pétrole doit passer de 500 000 barils/jours en 2005 à 650 000 barils/jour en 2006 (Reuter 21 02). Une centrale thermique à Kosti de 500 MW sera faite par des Indiens pour 350 millions \$.

Les échanges avec la France ont atteint en 2005 143 millions d'euros. Le solde de la balance commerciale pour la France s'élève à 107 millions d'euros, surtout dans les domaines de l'énergie, des transports et des télécommunications. Le Soudan est le premier marché de la France en Afrique de l'Est (LOI 04 03). Le MEDEF ira à Khartoum fin avril.

Le Ministre de la Défense s'est rendu à Pékin pour promouvoir les échanges (Xinhua 03 04).

Darfour (suite)

Exactions

« On croyait que la situation effroyable régnant au Darfour ne pouvait plus empirer ; on avait tort » (HRW).

Selon MSF, une période d'instabilité chronique s'est ouverte. Au Jebel Marra, en zone rebelle [armée de Libération du Soudan, ALS, branche Abdel Wahab el Nour VS], les conditions de vie sont bien meilleures bien que l'armée et les milices entourent ces régions (16 02).

A Kutum, une ville de 45 000 habitants du Nord Darfour aux mains du gouvernement, après que l'ALS ait tué un lieutenant de l'armée, les *janjawid* ont saisi les rues de la ville, battu les gens au hasard avant de les emmener en camions. Il semblait que les *janjawid* commandaient et non l'armée. Proches de Kutum, des groupes ALS et nomades, alimentent l'insécurité (IRIN 20 02).

Lors d'une réunion sur les violences faites aux femmes, à Kabkabiya, Darfour, sous l'égide des NU, les participants ne purent se mettre d'accord : une femme qui tombe enceinte après un viol doit-elle être punie pour adultère ? (IRIN 03 03).

A Gereida, Sud Darfour, des combats entre Fellata (originaires d'Afrique de l'Ouest) et Masalit ont conduit au déplacement les habitants de 20 villages alentour et à la création d'un camp non enregistré de déplacés (IRIN 02 03).

The Scotsman a obtenu copie d'un rapport de l'Union Africaine, établissant que à Tawila, les forces gouvernementales ont attaqué des civils dans une mosquée, en tuant 4 et en blessant 24. La police s'embarqua dans une destruction de propriétés faite au

hasard, brûlant 30 maisons et stalles de marché. Des policiers auraient été blessés par une grenade (18 03).

Trois bureaux de l'organisation de droits de l'homme SUDO de notre ami Mudawi Adam ont été fermés dans l'ouest Darfour parce qu'ils « unissaient les gens et que [les autorités] veulent les diviser » (Reuter 15 03). L'autorisation de travailler au Darfour de l'ONG *Norwegian Refugee Council* n'a pas été renouvelée.

La protection des régions rurales et des populations villageoises n'a jamais été aussi mauvaise depuis 2003, selon le coordinateur des NU au Nord Darfour (IRIN 09 03). Jan Pronk, représentant des NU au Soudan, a dit au Conseil de Sécurité : « Je ne ressens aucune joie à ajouter les villes de Sharia et de Gereida à Aro Sharow, Tama, Abou Sorouj, Tawila, Labado, Hamada, et Khor Abaché qui témoignent toutes de cruelles atrocités, de terreurs, de meurtres et de viols. Il dit aussi que 300 personnes avaient été tuées dans une zone du Sud Darfour du 1^{er} décembre au 1^{er} mars, par des agresseurs à cheval et chameau (*janjawid*), soutenus par des véhicules militaires (IRIN 01 03). Selon un officiel 50 000 personnes de plus ont été déracinées au Darfour du début de l'année au 29 03 (AFP 29 03). L'UA vient d'établir un comité indépendant pour étudier les viols au Darfour (ST 04 04).

Pour Amnesty International, il y a blocus de l'aide humanitaire.

Tchad

Selon Human Rights Watch, de très nombreuses attaques de *janjawid* venues du Darfour, appuyées par l'aviation soudanaise, ont lieu au Tchad.

Le 15 mars, une tentative de coup d'État pour renverser Déby fut éventée et cent militaires suspects arrêtés. Dans une attaque préventive avant que les rebelles n'empêchent les présidentielles, Déby a commandé en

personne une offensive contre eux. Il s'est rendu près du site dans un avion militaire français, avec quelques collaborateurs ; les avions militaires français n'auraient transporté personne d'autre, ni matériel. Chacun, tant du côté gouvernemental que du côté rebelle, se targue d'avoir obtenu la victoire. Le 20 mars, les troupes tchadiennes sont entrées au Soudan et ont attaqué des camps de Zaghawa tchadiens.